



Bilan 2018 et perspectives 2019



Conjoncture

page 2 à 4

- ✓ Une activité 2018 en région portée par la croissance des ventes à l'étranger, mais de fortes différences de trajectoires entre les secteurs.
- ✓ Des dirigeants pessimistes pour 2019, une baisse des ventes sur le marché domestique est anticipée.
- ✓ 36% des entreprises rencontrent des difficultés, notamment sur le chiffre d'affaires (42%).
- ✓ Forte hausse des créations d'entreprises en 2018 (+14%).



Emploi, difficultés de recrutement

page 5 à 6

- ✓ 8 240 emplois créés en 2018 (entre le 3^{ème} trimestre 2017 et le 3^{ème} trimestre 2018).
- ✓ Pour 3 dirigeants sur 4, les difficultés de recrutement sont fortes ou modérées.
- ✓ 20 500 projets de recrutement recensés en 2018 dont 40% dans les services (8 000 emplois).



Digital

page 7

- ✓ 56% des dirigeants jugent être au même niveau que leurs concurrents sur le digital.
- ✓ Le digital :
 - Est incontournable pour 52% des dirigeants de la sphère résidentielle ;
 - Permet d'améliorer l'organisation du travail pour 48% des professionnels de la sphère productive.

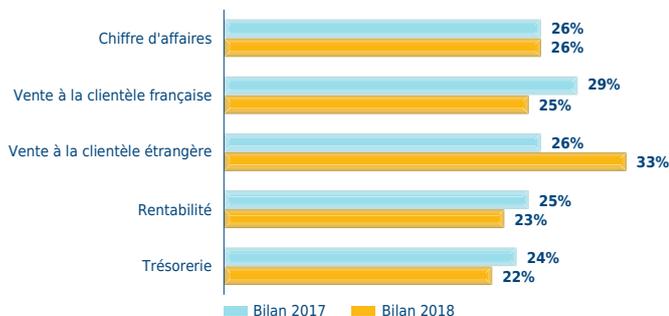


Analyses sectorielles

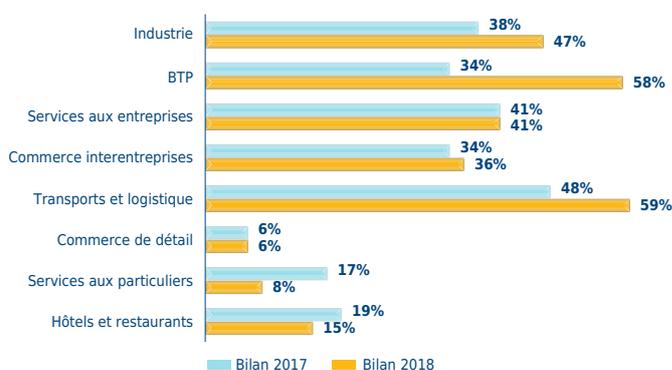
page 8 à 11

- L'activité a connu un ralentissement en 2018
- Les trajectoires sont différentes selon les secteurs d'activité

Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs (solde d'opinion)



Opinion des dirigeants sur le chiffre d'affaires par secteur (solde d'opinion)



Alors qu'en début d'année 2018 le gouvernement prévoyait une progression du PIB de 1,7%, la faible croissance du premier semestre 2018 (+0,4%) et la crise des « gilets jaunes » a fini par atténuer tous ces espoirs. Sur l'ensemble de 2018, la croissance a atteint 1,5%. La chute est d'autant plus sévère que le PIB avait fortement progressé l'an dernier (+2,3%).

Le déficit public s'est stabilisé cette année à 2,7% du PIB. Toutefois, les dernières mesures annoncées en fin d'année devraient faire passer temporairement ce déficit à 3,2%. Le taux de chômage, en France, baisse très légèrement, il est passé de 9,2% au premier trimestre à 9,1% au 3^{ème} trimestre 2018.

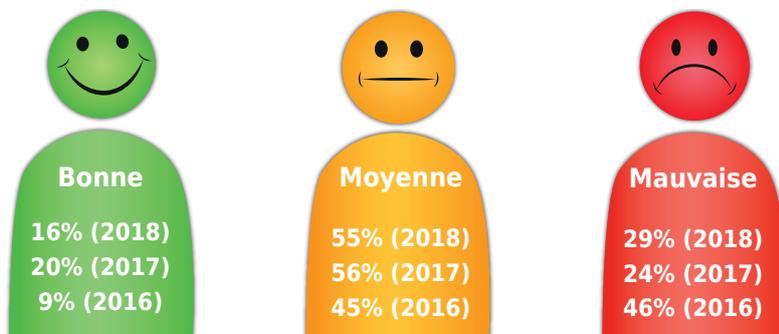
En région Hauts-de-France, la situation économique n'a pas progressé en 2018, le solde d'opinion sur le chiffre d'affaires (la différence entre les opinions favorables et défavorables) reste inchangé par rapport à 2017 pour s'établir à +26. Ce résultat s'explique notamment grâce à la bonne tenue des ventes à l'étranger dont le solde d'opinion (+33) progresse de 7 points

par rapport à 2017 alors que les ventes domestiques affichent un recul du solde d'opinion de 4 points. Dans ce contexte, la trésorerie et la rentabilité reculent légèrement mais restent à un niveau correct au regard des soldes d'opinion des années 2016 ou 2015.

Cette situation cache toutefois de fortes différences entre les secteurs d'activité. On constate une poursuite de la reprise de l'activité dans le BTP qui connaît une progression du solde d'opinion sur le chiffre d'affaires (+24 points), l'industrie (+9 points) et le transport-logistique (+11 points). A l'inverse, l'activité recule dans les services aux particuliers (-9 points), les hôtels et restaurants (-4 points) et fait du sur-place dans le commerce de détail.

Enfin, les plus petites entreprises affichent des performances moins favorables que les PME et les ETI pour lesquelles le solde d'opinion sur le chiffre d'affaires dépasse 50%.

Comment jugez-vous la situation économique globale ?

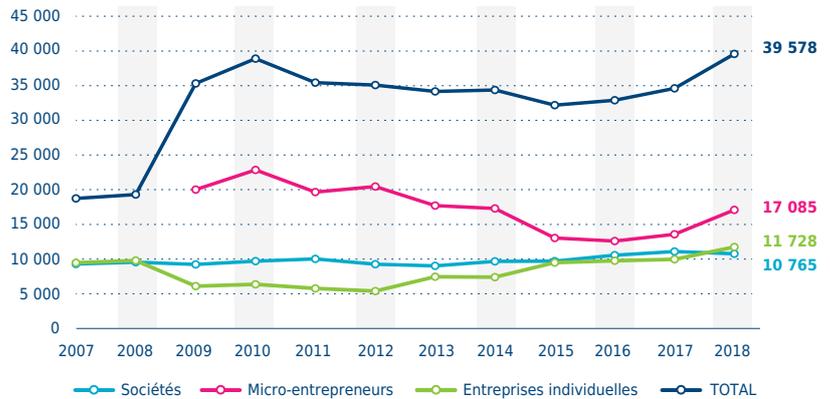


Forte hausse des créations d'entreprises

Selon les premiers chiffres publiés par l'INSEE, près de 39 600 entreprises ont été créées dans les Hauts-de-France en 2018, soit une augmentation de 14% en un an (contre +20% en France métropolitaine). Les créations atteignent ainsi un niveau historique, plus élevé que le précédent « pic » atteint en 2010 (38 900).

Ce résultat s'explique notamment par l'augmentation record du nombre de créations de micro-entreprises (+26%), portées par un assouplissement du régime au 1^{er} janvier 2018, avec entre autres la baisse des taux de cotisations sociales et l'augmentation des seuils de chiffre d'affaires. Les créations d'entreprises individuelles ont également fortement augmenté (+18%), et atteignent elles aussi un niveau historique (11 700). A l'inverse, les créations sous forme de société ont légèrement fléchi (-3%).

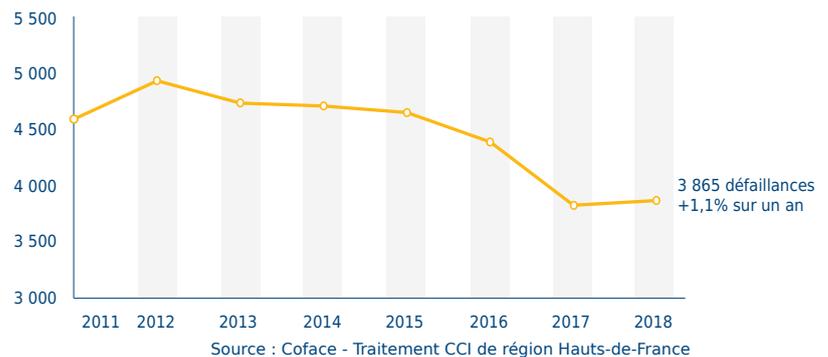
Les créations dans les Hauts-de-France



Légère augmentation des défaillances d'entreprises

Plus de 3 850 défaillances d'entreprises ont été enregistrées dans les Hauts-de-France en 2018, soit une hausse de 1,1% en un an, la première après 5 années consécutives de baisse. Toutefois, le nombre de défaillances reste largement inférieur à son niveau moyen depuis 2011. 9 700 emplois ont été menacés cette année, chiffre stable sur un an. La plus forte augmentation concerne le secteur du BTP (+21%) ; les autres secteurs qui ont connu une hausse des défaillances sont le transport-logistique (+14%), les services aux entreprises (+9%) et les services aux particuliers (+3%). A l'inverse, dans les autres secteurs, le nombre de défaillances a baissé, en particulier dans le commerce interentreprises (-15%) et l'industrie (-12%).

Nombre de défaillances en Hauts-de-France



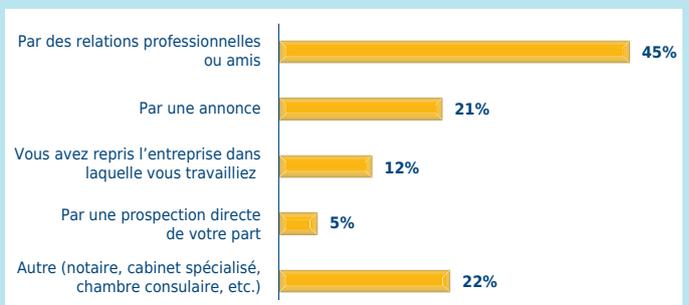
La majorité des défaillances concerne les secteurs du commerce de détail (27%), du BTP (22%), de l'hôtellerie-restauration (14%) et des services aux entreprises (10%).

Les transmissions-reprises d'entreprise : dans plus de 6 cas sur 10, elles proviennent d'un marché « caché »

Les enjeux d'une reprise d'entreprise sont différents de ceux d'une création au niveau de l'élaboration du projet entrepreneurial. Le réseau professionnel et/ou amical reste de loin le principal moyen par lequel les repreneurs trouvent leur entreprise (45%). Si on y ajoute les cas des salariés qui ont repris l'entreprise dans laquelle ils travaillaient (12%) et les prospections directes (5%), on aboutit au constat que plus de 6 entreprises reprises sur 10 proviennent d'un marché « caché », représenté par des dirigeants à l'écoute d'opportunités mais qui n'ont pas engagé de démarches officielles de mise en vente.

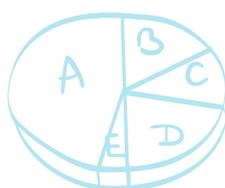
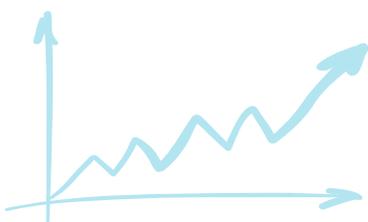
Comment avez-vous trouvé l'entreprise que vous avez reprise ?

(Plusieurs reprises possibles)



Source : CCI de région Hauts-de-France - Méthodologie TMO Régions et CCI Haute-Savoie

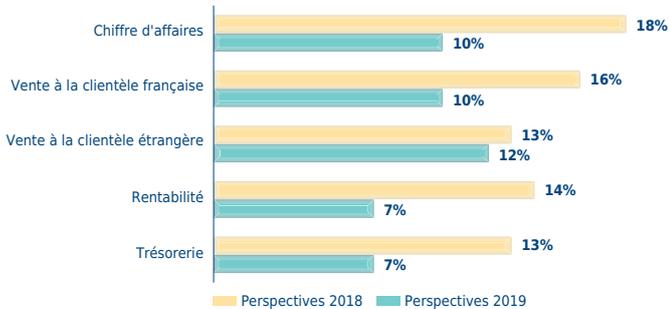
Retrouvez nos études sur la transmission d'entreprises en Hauts-de-France sur le site <http://www.transmettre-reprendre.fr/>



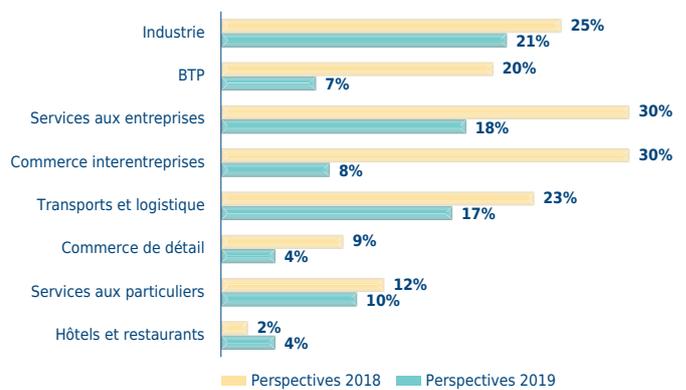
Décélération de l'activité anticipée au niveau régional

- Une activité moins dynamique pour 2019
- Un recul de l'activité plus important attendu dans le commerce interentreprises, le BTP et les services aux entreprises

Opinion des dirigeants sur les principaux indicateurs (solde d'opinion)



Opinion des dirigeants sur le chiffre d'affaires par secteur (solde d'opinion)



Pour 2019, la croissance française devrait, selon l'INSEE, rester sur le même niveau que celle de 2018 soit +1,5%. A l'échelle régionale, les dirigeants se montrent pessimistes pour l'activité 2019 avec un solde d'opinion qui recule de 8 points par rapport aux opinions exprimées l'an dernier pour les prévisions 2018. Cette baisse serait notamment due à un recul des ventes sur le marché domestique. Dans ce contexte moins favorable, la situation financière des entreprises devrait quelque peu se dégrader, les soldes d'opinion sur les prévisions de trésorerie et de rentabilité sont en baisse (respectivement -6 et -7 points).

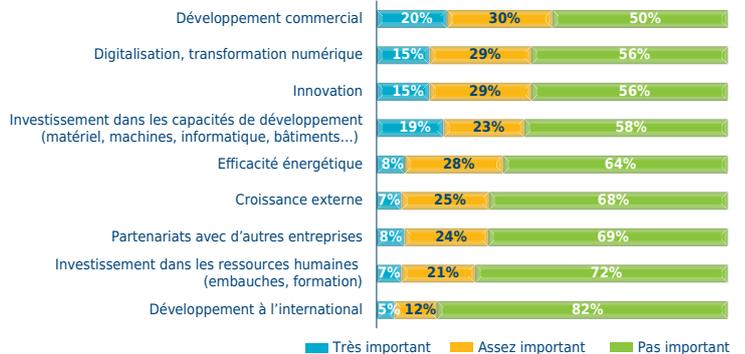
Tous les secteurs d'activité anticipent une décélération de leur activité. La baisse du chiffre d'affaires devrait être plus marquée dans le commerce interentreprises (-22 points), le BTP qui affiche un solde d'opinion en recul de 13 points, et les services aux entreprises (-12 points). La situation de l'industrie et des services aux particuliers devrait globalement se maintenir au même niveau que celui de 2018. Seul le secteur des hôtels et restaurants table sur une légère progression de son activité.

Plus de 4 entreprises sur 10 considèrent la transformation numérique comme une priorité importante de développement

Le développement commercial arrive en tête des priorités de développement des entreprises (la moitié d'entre elles le considère comme important), en particulier dans l'industrie (59%). La transformation numérique arrive en deuxième position (44%) ; elle est considérée comme une priorité par 41% des TPE, 46% des PME et 66% des ETI. L'innovation est une priorité aussi importante (44%), en particulier dans le BTP (55%), l'industrie (51%) et le transport-logistique (46%). Enfin, l'investissement dans les capacités de développement (matériel, machines, etc.) est également une priorité pour plus de 4 entreprises sur 10, et tout particulièrement dans le BTP (71%).

On peut également relever que l'efficacité énergétique constitue une priorité pour 41% des PME et 61% des ETI, et que la croissance externe et l'investissement en ressources humaines sont également très importants pour les ETI (respectivement 62% et 67%).

Les priorités de développement



Un ralentissement des créations d'emplois en 2018

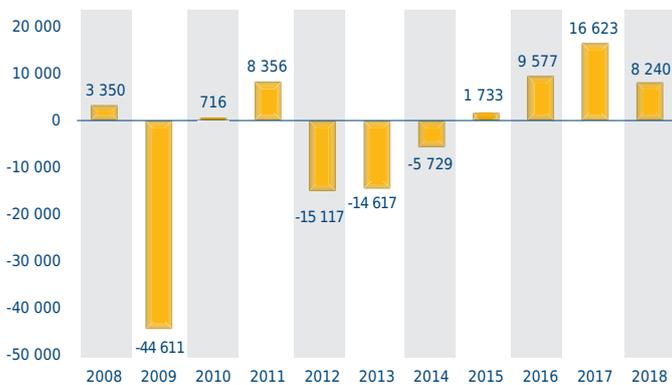
L'amélioration du marché du travail amorcée depuis 3 ans s'est ralentie en 2018. Seuls 8 240 emplois ont été créés entre le 3^{ème} trimestre 2017 et le 3^{ème} trimestre 2018, soit deux fois moins qu'à la même période en 2017. A ce jour, l'emploi n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant crise. Il reste encore en baisse de 2,4% entre le 3^{ème} trimestre 2008 et le 3^{ème} trimestre 2018 (soit un déficit de 34 800 emplois) alors qu'il est en hausse de 2,6% pour la France métropolitaine (468 000 emplois créés).

Le secteur industriel est celui qui souffre le plus, avec 76 000 emplois détruits depuis le 3^{ème} trimestre 2008 (-21,4%). Le BTP n'est hélas pas en reste puisqu'il compte plus de 22 600 emplois perdus sur cette période (-17,5%). Toutefois, sur les quatre derniers trimestres, le secteur semble se redresser doucement avec la création de 1 770 emplois, tout comme le commerce

(400 nouveaux emplois sur 1 an). Les services restent incontestablement le secteur créateur d'emplois depuis le début de la crise. Ils enregistrent plus de 63 000 nouveaux postes ces 10 dernières années. L'intérim, variable d'ajustement par excellence, a retrouvé son niveau d'avant crise l'an dernier. En revanche, il a perdu presque 1 000 emplois au cours des 4 derniers trimestres.

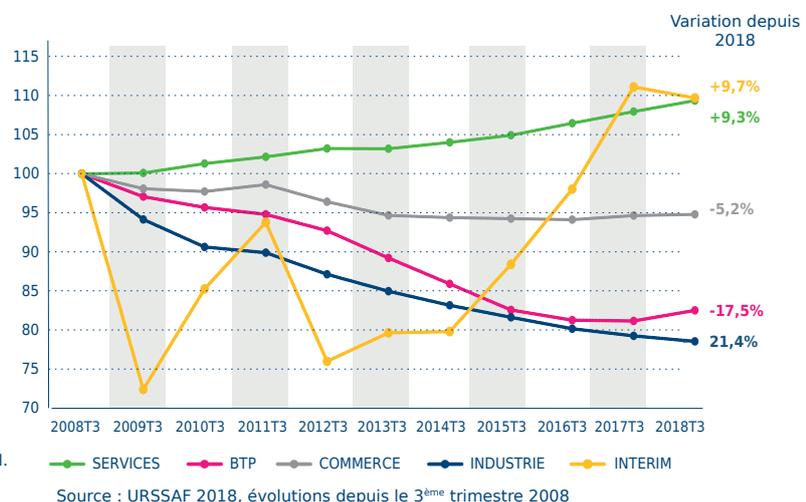
Le taux de chômage régional atteint 11,3% à la fin septembre 2018, en recul par rapport à la même période 2017 (11,9%) mais toujours de 2,5 points supérieur au taux de la France métropolitaine. La région détient encore le triste record du taux de chômage le plus élevé des régions françaises.

Evolution annuelle de l'emploi salarié en Hauts-de-France



NB : les rythmes annuels sont calculés du 3e trim. de l'année N-1 au 3e trim. de l'année N.
Source : URSSAF 2018, calculs CCI de région Hauts-de-France.

L'emploi salarié en Hauts-de-France par secteur d'activité (Base 100 : 3^{ème} trimestre 2018)



Source : URSSAF 2018, évolutions depuis le 3^{ème} trimestre 2008

20 500 projets de recrutements en 2018 en Hauts de France

En 2018, près de 20 500 projets de recrutements à court et moyen terme ont été répertoriés dans la presse en Hauts-de-France, soit 2 000 projets de plus qu'en 2017.

Les services arrivent en tête des secteurs qui recrutent en 2018 avec plus de 8 000 emplois, soit près de 40% des recrutements annoncés.

Les industriels ont annoncé près de 5 900 recrutements en 2018 soit 2 200 emplois de plus qu'en 2017.

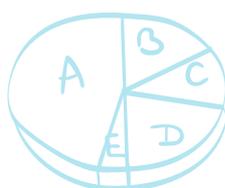
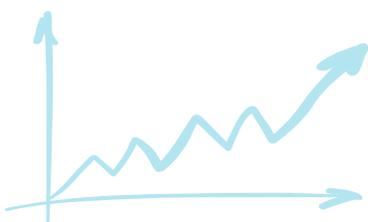
Le transport-logistique a annoncé l'embauche de plus de 3 200 emplois en 2018.

Enfin, 3 200 emplois ont été annoncés dans le commerce, soit un recul de près de 1 400 postes par rapport à 2017.



Retrouvez l'analyse sur les projets de recrutement des entreprises des Hauts-de-France sur la newsroom

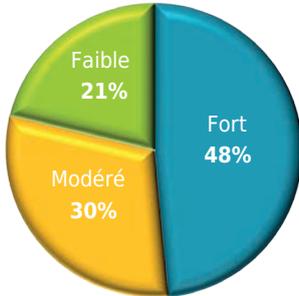
<https://hautsdefrance.cci.fr/actualites/>



difficultés de recrutement

Un répondant sur deux juge le niveau de difficulté de recrutement élevé

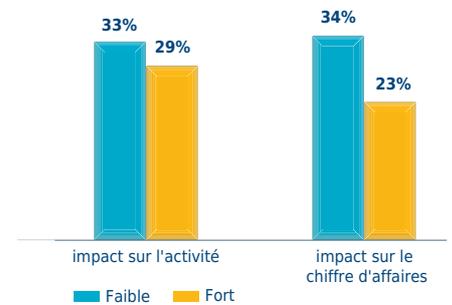
Comment jugez-vous votre niveau de difficulté à recruter ?



Trois dirigeants sur quatre estiment que les difficultés de recrutement sont fortes ou modérées. Le secteur du transport logistique et celui des services aux particuliers souffrent encore plus que les autres secteurs des problèmes de recrutement avec plus de 60% de «fortes» difficultés. Ces difficultés sont davantage marquées dans les petites entreprises, souvent moins bien structurées en termes de ressources humaines que les grandes entreprises. Les ouvriers sont les premiers concernés par ces problématiques de recrutement (63%), loin devant les techniciens supérieurs (15%). Ce sont plus de 1 230 postes qui ne sont pas pourvus dans ces entreprises, dont 60% dans des entreprises de 1 à 49 salariés.

L'impact de ces difficultés de recrutement sur l'activité et le chiffre d'affaires varie selon l'entreprise. Il est faible pour un dirigeant sur trois, notamment pour les plus grosses structures qui peuvent plus facilement s'adapter, via le recours à l'intérim par exemple ou en s'appuyant sur le personnel déjà en place. En revanche, l'impact est fort pour les entreprises de moins de 50 salariés et celles du secteur du BTP et du transport-logistique.

Quel est l'impact de vos difficultés de recrutement sur votre activité et votre chiffre d'affaires ?



19% des répondants envisagent de recruter en 2019, notamment dans le transport-logistique (36%), l'industrie (34%) et le BTP (27%). Le souhait de recruter est corrélé à la taille de l'entreprise. Un répondant sur deux l'envisage pour les entreprises de 250 salariés et plus. Ces recrutements concerneraient surtout des fonctions de production.

Les canaux utilisés pour le recrutement

Recrutements : par quels canaux



Les structures telles que Pôle Emploi ou l'APEC sont les premiers canaux utilisés par les entreprises pour réaliser leurs recrutements. Les candidatures spontanées se situent en seconde position. Ceci est vrai pour tous les secteurs d'activité et toutes les tailles d'entreprises, excepté le BTP qui se démarque par une prédominance de la candidature spontanée. En dehors de ces deux principaux canaux, on observe des différences entre les secteurs sur les autres moyens utilisés pour le recrutement.

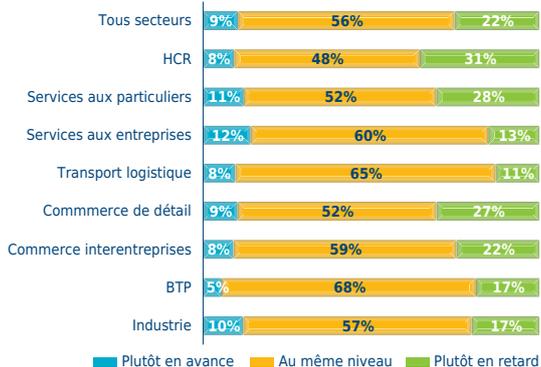
L'industrie plébiscite davantage les cabinets de recrutement et le recours aux agences d'intérim (très cité dans la catégorie « Autre »). Le recours à l'intérim est également bien présent dans le secteur du BTP. Les services aux entreprises, notamment les plus grandes structures, privilégient les sites internet d'offres d'emploi, leur site internet propre et le recours aux cabinets de recrutement. Les services aux particuliers et les HCR utilisent surtout la cooptation ainsi que les réseaux sociaux. Enfin, le commerce de détail favorise les candidatures spontanées ainsi que les réseaux et la cooptation.



La transformation digitale : où en sont les entreprises de la région ?

digital

Le digital : où en êtes-vous par rapport à vos concurrents ?



56% des dirigeants jugent être au même niveau que leurs concurrents en matière de digital. Les hôtels-restaurants, les services aux particuliers et le commerce de détail sont les secteurs qui jugent être le plus en retard dans le développement du digital.

78% des répondants n'ont pas défini leur feuille de route en matière de digital. Ce sont les services aux entreprises (25%) et l'industrie (20%) qui ont le mieux défini leur stratégie digitale. De même, si une entreprise sur deux de 250 salariés et plus a déjà défini sa feuille de route digitale, elles ne sont que 11% au sein des entreprises de moins de 10 salariés.

Seuls 16% des dirigeants ont anticipé cette transition vers le digital et modifié l'organisation de leur entreprise. Ce sont les grandes entreprises qui sont les plus avancées dans cette transition puisqu'elles possèdent les ressources nécessaires afin d'adapter et de modifier leur organisation interne.

L'impact du digital dans la sphère productive

L'intégration du digital a généralement des impacts sur le fonctionnement interne de l'entreprise (son organisation, ses ressources humaines, l'approche clients...). Si certaines ont considéré les impacts comme étant neutres ou positifs, très peu ont déclaré que cette intégration avait des impacts négatifs.

Parmi les impacts positifs, les dirigeants ont mis en avant l'amélioration de l'organisation du travail (48%) ainsi que celle du travail au quotidien (46%). Viennent ensuite l'amélioration de la qualité de l'information (38%) et celle du management de l'entreprise (37%).

L'impact positif du digital sur l'entreprise



Le digital : incontournable pour 52% des dirigeants de la sphère résidentielle

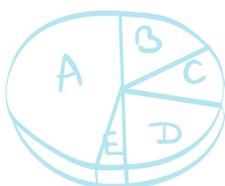
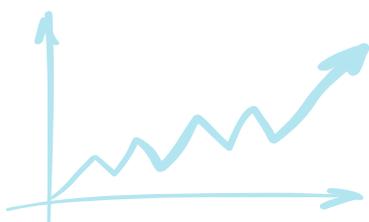
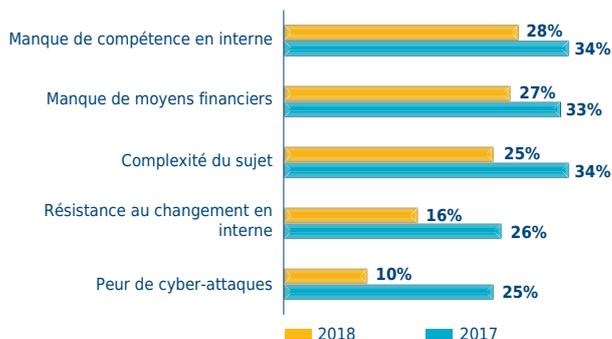
Parmi les outils digitaux utilisés par les professionnels de la sphère résidentielle (commerce, HCR, services aux particuliers), le référencement et les réseaux sociaux sont privilégiés par 52% d'entre eux et le site internet par 39%.

44% des professionnels jugent la mise en place du digital comme facile. Toutefois, dans le HCR, 46% des dirigeants indiquent que le digital est complexe à intégrer dans leur entreprise.

Les freins au développement du digital sont en recul par rapport à 2017, notamment sur la peur de cyber-attaques, la résistance au changement ou encore sur sa complexité... est-ce un signe d'une meilleure appropriation des professionnels ?

Les freins les plus évoqués restent le manque de compétence en interne (28%) et la complexité du sujet (25%).

Les freins au développement digital





industrie

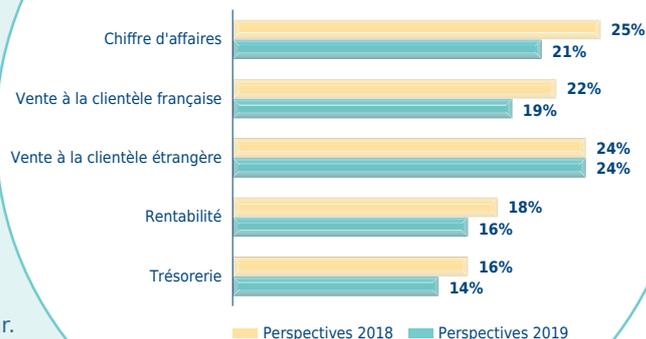
L'activité a bondi dans l'industrie en 2018 mais...

Après une année 2017 en demi-teinte, l'activité du secteur industriel a repris sa progression en 2018, avec un solde d'opinion sur le chiffre d'affaires en hausse de 9 points et des ventes sur le marché national en hausse de 6 points. On observe également une nette amélioration des indicateurs de rentabilité et de trésorerie (+9 points chacun). L'industrie automobile affiche des résultats particulièrement bons, avec un solde d'opinion sur le chiffre d'affaires en hausse de 21 points. Les indicateurs de ventes à la clientèle française (+12 points) et de rentabilité (+15 points) sont également bien orientés dans ce secteur. L'activité industrielle est également portée par les bons résultats des biens d'équipement, avec un solde d'opinion sur le chiffre d'affaires en hausse de 19 points.

On peut aussi relever les très bonnes performances des entreprises exportatrices sur les marchés étrangers, avec des soldes d'opinion sur les ventes en forte hausse pour les biens de consommation (+36 points), les biens d'équipement (+22 points) et les biens agricoles et alimentaires (+17 points).

Cependant, les industriels semblent penser que ces bonnes performances ne vont pas se répéter en 2019, ou en tout cas, pas dans les mêmes proportions. En effet, les soldes d'opinion sur les perspectives sont en légère baisse sur tous les indicateurs, et notamment sur le chiffre d'affaires (-4 points) et les ventes en France (-3 points). Toutefois, l'industrie automobile et les biens intermédiaires affichent une amélioration des perspectives.

Opinion des dirigeants sur les perspectives (solde d'opinion)



BTP

En 2018, le BTP va toujours bien...

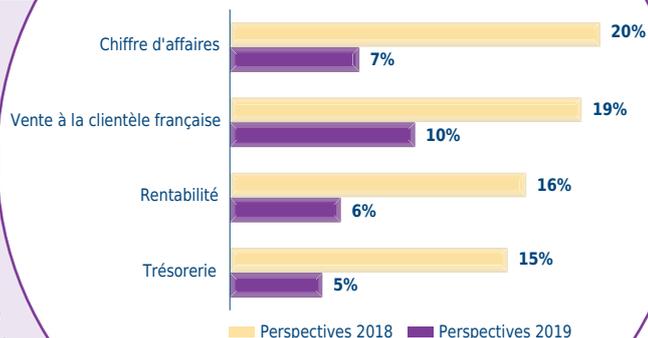
Comme annoncé à la fin 2017, les dirigeants du BTP jugent la situation du secteur à la fin 2018 encore meilleure que l'an dernier.

65% des dirigeants jugent leur activité bonne en 2018, avec un solde d'opinion sur le chiffre d'affaires à +58 (+24 points par rapport à fin 2017). Tous les indicateurs sont au vert, surtout la rentabilité et la trésorerie dont les soldes d'opinion sont respectivement à +43 et +44, ces bons résultats sont toujours tirés vers le haut par les travaux publics. Beaucoup les envieraient !

Pour l'année 2019, les dirigeants du BTP sont nettement moins optimistes qu'ils ne l'étaient pour 2018. En effet, on observe un recul important des soldes d'opinion sur les principaux indicateurs : chiffre d'affaires, rentabilité et trésorerie, signe d'un ralentissement attendu de l'activité du BTP.

Malgré ces prévisions pour 2019 moins favorables, les dirigeants du secteur envisagent quelques embauches (15%), notamment dans les travaux publics (26%).

Opinion des dirigeants sur les perspectives (solde d'opinion)





commerce interentreprises

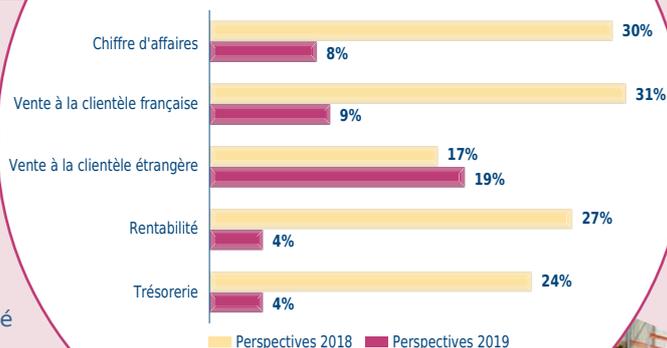
La reprise se confirme en 2018

La reprise se conforte pour le secteur du commerce interentreprises qui clôture l'année 2018 avec un solde d'opinion sur son chiffre d'affaires à +36, soit 2 points de plus que celui de l'an dernier. Le secteur a continué de bénéficier de la bonne tenue de l'activité industrielle et de celle des services aux entreprises. Si les ventes françaises ont été satisfaisantes, le niveau de chiffre d'affaires a été très soutenu par les ventes à l'étranger qui se sont fortement accrues cette année.

Dans ce contexte favorable, l'indicateur de trésorerie est particulièrement satisfaisant pour un répondant sur deux (portant le solde d'opinion à +39 comme l'an dernier) et le niveau de rentabilité très appréciable (+35).

Les dirigeants restent toutefois prudents pour l'année à venir alors qu'ils étaient très optimistes il y a un an. Le contexte social français, connu ces derniers mois, laisse peser de fortes incertitudes sur l'avenir. Seul le solde d'opinion sur les perspectives à l'export progresse de 2 points par rapport à celui de l'an dernier. 17% des répondants envisagent des embauches au cours de l'année 2019 (5 points de moins que les prévisions un an plus tôt) et seuls 11% prévoient d'investir (contre 26% l'an dernier).

Opinion des dirigeants sur les perspectives (solde d'opinion)



commerce de détail

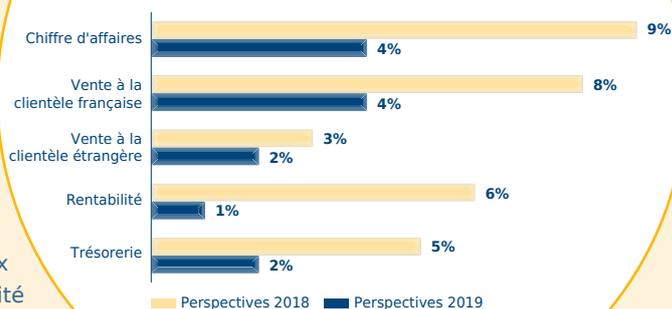
Atonie de l'activité en 2018 et peu d'espoir de reprise pour 2019

Même si le solde d'opinion sur l'activité en 2018 reste positif (+6), la situation du commerce de détail demeure délicate et n'évolue pas par rapport à l'an dernier. Les mouvements sociaux des « gilets jaunes » en fin d'année ont notamment impacté l'activité et la fréquentation (un recul de 25% du chiffre d'affaires a été observé selon une enquête de la CCI de région). Deux secteurs ont connu une année 2018 particulièrement difficile : l'équipement de la personne (-16) et l'équipement de la maison (-8). A l'inverse, le secteur de la vente d'automobiles et de motos présente un solde d'opinion positif à +22. Ce contexte ne permet pas à la trésorerie et à la rentabilité de progresser sauf pour les grandes surfaces alimentaires et le secteur auto-moto.

Pour 2019, les commerçants anticipent un recul de leur activité. Tous les indicateurs sont en baisse surtout le chiffre d'affaires (-5 points entre 2018 et 2019). Ce sont surtout les secteurs de l'équipement de la maison (-7), de la personne (-13) et de l'hygiène-santé (-8) qui sont les plus pessimistes.

Au niveau de l'emploi, 83% des commerçants prévoient une stabilité de leurs effectifs, seulement 3% envisagent de recruter. Les recrutements concerneraient surtout la grande distribution (+14), l'équipement de la maison (+10), ainsi que le secteur auto-moto (+7).

Opinion des dirigeants sur les perspectives (solde d'opinion)





transport & logistique

Malgré un bilan très positif en 2018, les dirigeants se montrent prudents pour 2019

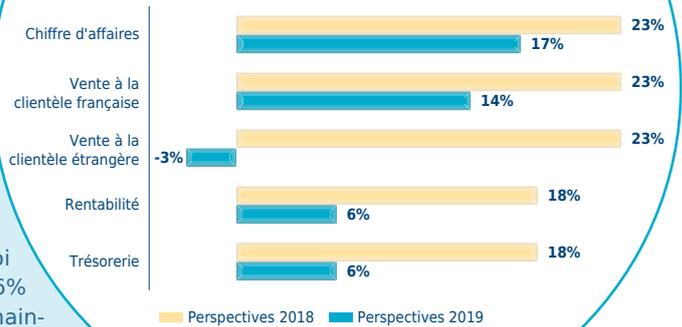
Le bilan des activités du transport et logistique en 2018 a été très encourageant. Le secteur a bénéficié de la reprise générale des activités commerciales et industrielles, et surtout de la montée en puissance de l'e-commerce. Les soldes d'opinion sont en nette progression, à l'instar des ventes à l'export (+12 points), du chiffre d'affaires (+11 points) et des ventes domestiques (+6 points). L'emploi salarié continue à progresser (96 300 salariés, soit une hausse de 1,6% sur un an). Dans ce contexte positif, la trésorerie se consolide et maintient son niveau de l'année précédente.

Le coût de l'énergie et les difficultés de recrutement restent les défis majeurs pour les dirigeants du transport et logistique. L'année 2018 a vu une forte augmentation des prix des carburants après la décision du gouvernement d'accélérer la convergence du prix du gazole (devenu plus cher que l'essence) - une tendance qui se poursuivra en 2019. Quant aux difficultés à recruter, les dirigeants jugent que la mauvaise image du secteur et le manque de candidatures ont eu un fort impact sur leur chiffre d'affaires et leurs activités.

Côté perspectives 2019, les professionnels du secteur se montrent plus inquiets que début 2018. Tous les indicateurs sont revus à la baisse, les ventes à l'étranger plongent même dans le rouge (-26 points).

Les soldes d'opinion sur la rentabilité et la trésorerie affichent une baisse de 12 points, les ventes domestiques une baisse de 9 points et le chiffre d'affaires en recul de 6 points. A noter toutefois un solde d'opinion plus positif pour le secteur de la logistique que pour le transport.

Opinion des dirigeants sur les perspectives (solde d'opinion)

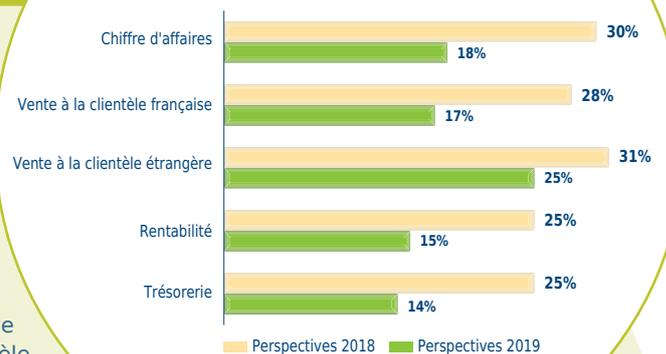


services aux entreprises

Une année 2019 qui s'annonce moins dynamique

L'activité du secteur des services aux entreprises se maintient à son niveau de 2017, qui était déjà très bon. Le solde d'opinion sur le chiffre d'affaires est stable à +41, et les indicateurs de rentabilité et de trésorerie sont en légère baisse (-1 point). On observe toutefois un recul un peu plus important des ventes à la clientèle française (-5 points), alors que le bilan des entreprises exportatrices sur les marchés étrangers connaît une nette amélioration (+20 points). Cependant, l'activité ne s'est pas maintenue dans tous les secteurs, à l'image de ceux liés à l'informatique et à l'édition de jeux et logiciels où, après une très bonne année 2017, tous les principaux indicateurs sont orientés à la baisse en 2018 : chiffre d'affaires (-11 points), ventes en France (-12 points), rentabilité (-9 points) et trésorerie (-6 points). Par ailleurs, on observe également un fléchissement de l'activité dans les services opérationnels (ventes en France en baisse de 12 points). Enfin, les chefs d'entreprises sont plus pessimistes pour 2019. En effet, les soldes d'opinion sur les perspectives sont en forte baisse sur l'ensemble des indicateurs, que ce soit en terme d'activité (-12 points pour le chiffre d'affaires et -11 points pour les ventes en France) ou de situation financière (-10 points pour la rentabilité et -11 points pour la trésorerie). La dégradation des perspectives est la plus marquée dans les activités de conseil et assistance et dans celles des services opérationnels, notamment pour le chiffre d'affaires (respectivement -16 points et -10 points) et les ventes en France (-14 points et -12 points).

Opinion des dirigeants sur les perspectives (solde d'opinion)





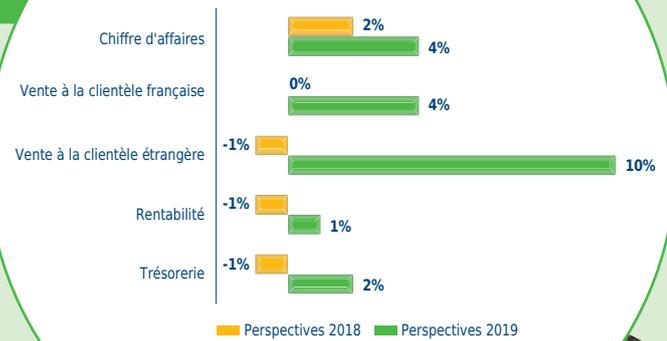
hôtels, cafés, restaurants

Des perspectives 2019 encourageantes

Selon les dirigeants d'hôtels, cafés et restaurants, l'activité de l'année 2018 a été moins favorable que l'an dernier avec un solde d'opinion en baisse de 4 points. Les indicateurs comme la rentabilité ou la trésorerie accusent un fort recul entre 2017 et 2018 (respectivement -11 points et -12 points). Il n'y a que l'activité avec la clientèle étrangère qui connaît un bon résultat avec un solde d'opinion à +31 (+7 points par rapport à 2017). Les événements organisés autour du centenaire de la 1^{ère} guerre mondiale expliquent sans doute ce bon résultat. Quant à l'activité avec la clientèle française, celle-ci a perdu 2 points entre les deux années.

Les perspectives 2019 sont nettement mieux orientées que celles annoncées fin 2017. Tous les indicateurs présentent un solde d'opinion positif et les perspectives d'activité liées à la clientèle étrangère sont favorables. Ces bons résultats sont surtout portés par les hôteliers et les restaurateurs au détriment des débits de boissons dont les prévisions sont plus pessimistes. Concernant l'emploi, les professionnels du secteur anticipent quelques recrutements.

Opinion des dirigeants sur les perspectives (solde d'opinion)



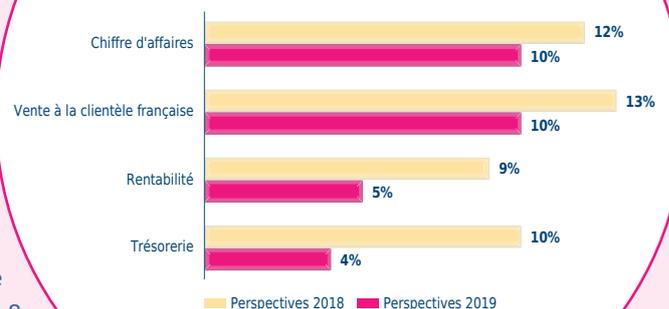
services aux particuliers

Une embellie de courte durée

Alors que les dirigeants du secteur envisageaient une consolidation de l'activité au cours de l'année 2018, tous les indicateurs, bien que dans le vert, sont en retrait par rapport à l'an dernier. Le solde d'opinion sur le chiffre d'affaires a perdu 9 points sur un an (+8 contre +17) et ressort comme le principal domaine de difficulté cité par les dirigeants (51% contre 18% sur ce domaine l'an dernier). De ce fait, les trésoreries, citées comme le second domaine de difficulté, se replient (solde à +7 contre +13 l'an dernier) et la rentabilité des entreprises est remise en cause (solde à +5 contre +13).

Malgré un contexte social et politique incertain, les dirigeants restent plutôt optimistes pour 2019 avec un solde d'opinion à +10 sur le chiffre d'affaires (en léger recul par rapport à l'an dernier). En revanche, les trésoreries jugées moyennes fin 2018 sont envisagées avec peu d'enthousiasme pour 2019 (solde à +4). De même, l'emploi devrait peu évoluer avec seulement 8% des répondants envisageant des recrutements.

Opinion des dirigeants sur les perspectives (solde d'opinion)



Principaux chiffres clés par secteur

	Agriculture et pêche	Industrie	BTP	Commerce inter-entreprises	Commerce de détail	Services aux entreprises	Services aux particuliers	Autres activités de services	Transport et logistique	Hôtels et restaurants	TOTAL
Nombre de créations d'entreprises en 2017	non disponible	1 249	3 524	1 375	7 156	8 136	5 481	4 996	960	1 916	34 793
Nombre d'établissements au 31/12/2016	37 000	17 884	35 316	15 012	72 003	46 194	64 673	53 981	9 134	21 698	372 895

Source : INSEE - Champ marchand non agricole (pour les créations) et champ total hors administration (pour les établissements)

Répartition des établissements par territoire et par secteur (périmètre CCI)

	Aisne	Oise	Somme	Artois	Littoral Hauts-de-France	Grand Hainaut	Grand Lille	TOTAL
Agriculture et pêche	6 847	4 597	4 869	3 717	7 155	3 823	5 992	37 000
BTP	3 322	5 961	2 515	4 863	4 368	3 898	10 389	35 316
Commerce	6 897	11 530	5 989	11 510	12 809	10 125	28 155	87 015
Industrie	1 798	2 690	1 593	1 975	2 667	2 393	4 768	17 884
Services	14 731	26 581	14 049	22 622	25 087	19 939	72 671	195 680
TOTAL	33 595	51 359	29 015	44 687	52 086	40 178	121 975	372 895

Source : INSEE - Champ total, hors administration

Note méthodologique

Enquête réalisée par la CCI de région Hauts-de-France au cours des mois de novembre et décembre 2018 auprès d'un échantillon représentatif (taille, secteur et territoires) d'entreprises.

Plus de 4 050 questionnaires ont été exploités à l'issue de cette enquête (1 651 pour le commerce de détail et les services aux particuliers, 980 pour le commerce de gros et les services aux entreprises, 461 pour l'industrie, 313 pour le BTP, 536 pour les hôtels-café-restaurants et 112 pour le transport-logistique).

Sur les secteurs suivants, la cible démarre à 1 salarié : industrie, commerce inter-entreprises, BTP, transport et logistique. Les secteurs suivants ont été écartés car ils ne relèvent pas de la cible CCI : enseignement, éducation, santé et action sociale. De même, n'ont pas été intégrés les activités de banque, assurance et activités immobilières. Le panel a été construit de façon à être représentatif de la structure économique du territoire Hauts-de-France (selon la cible définie par la CCI).

Le solde d'opinion d'un indicateur est la différence entre les opinions positives et négatives. Par exemple, un solde d'opinion positif sur le chiffre d'affaires signifie qu'il y a plus de dirigeants qui estiment que leur chiffre d'affaires est bon par rapport à ceux qui l'estiment mauvais.

Analyse réalisée par : Ksenija Banovac, Delphine Denoual, Annabelle Grave, Sylvie Schoelens et Grégory Stanislawski.

COMPRENDRE l'économie des Hauts-de-France

- Chiffres clés et atlas
- Conjoncture
- Etudes filières ou thématiques

DÉVELOPPER vos marchés

- La revue de presse économique quotidienne
- Les veilles spécialisées (Rev3, digital, etc.)

CIBLER votre campagne marketing

- Le fichier des entreprises régionales

MESURER les retombées économiques d'un événement, d'un équipement

Retrouvez tous nos produits sur hautsdefrance.cci.fr

